

Le « jour d'après » de la France ne peut se faire avec le traître Macron : dehors !



La crise appelée « Coronavirus » se termine, même s'il faudra mettre un masque pour aller au restaurant, à partir de mardi, et attendre ce jour pour parcourir plus de cent kilomètres !

Depuis plus de trois mois, les preuves se multiplient que nous sommes dirigés par un traître dont toutes les décisions ont été à l'encontre des intérêts du peuple français.

Nous le savions depuis 2016, et n'avons cessé de l'expliquer à nos lecteurs, et à l'ensemble de nos compatriotes. Les trois premières années de Macron au pouvoir n'ont été qu'un ensemble de décisions catastrophiques pour l'intérêt de notre pays, et dévastatrices pour celui de nos compatriotes. La dette a explosé, 450 000 envahisseurs supplémentaires par an ont été

accueillis en France, et l'islam est plus que jamais devenu une religion d'État. La sur-délinquance, majoritairement africaine, transforme de plus en plus de territoires perdus de la République en zones de non-droit, où chacun peut se faire agresser, massacrer, insulter, violer ou assassiner, pour « ne pas avoir été au bon endroit, au bon moment ».

Les trois mois de crise ont été à l'image des trois ans de Macron. Même si les enquêtes détermineront nombre de zones d'ombre, nous avons constaté que ce régime, et son Président, ont multiplié, avant le début de l'épidémie, des décisions surprenantes, compliquant l'accès d'un médicament, la chloroquine, qui, depuis cinquante ans est prescrit dans le monde, avec les précautions nécessaires des médecins, à la satisfaction générale des patients. Nous avons assisté, après la négation du danger, à un confinement à la chinoise, d'une extrême violence, avec une stratégie de la peur, véhiculée tous les soirs par un véritable croque-mort, déguisé en directeur de la Santé. Nous avons vu un pays miser sur 500 000 morts, sans la moindre preuve crédible, et axer sa politique de santé sur ce chiffre, quitte à laisser mourir nos anciens, voire à accélérer leur mort, dans des conditions sordides qui demanderont des comptes. Nous avons vu un président de la République davantage obnubilé par les frontières, qu'il fallait, selon lui, laisser ouvertes, que par la sécurité sanitaire de nos compatriotes.

Nous avons vu l'arrogance du gouvernement, à l'image de sa pathétique tocarde, par ailleurs d'une suffisance insupportable, Sibeth Ndiaye, dont le seul mérite, en période de confinement, est d'avoir fait rire la France entière. Nous avons vu que la priorité de Macron, dont les policiers ont collé 950 000 procès-verbaux aux Gaulois, était, outre les frontières, de tancer ceux qui les fermaient, de militer pour l'annulation des dettes africaines, et de multiplier les dons aux pays maghrébins, quand nos agriculteurs, nos salariés du privés, nos artisans et nos commerçants étaient privés

d'emplois et de revenus. Nous avons vu la lâcheté et la complaisance de nos dirigeants avec les racailles islamisées de banlieue, qui ont fait comprendre à la France que nos lois ne s'appliquaient pas pour eux, et ont multiplié les émeutes dès qu'un imbécile se tuait en faisant du rodéo sur un scooter, souvent volé. Nous avons vu le lynchage parfaitement organisé par le pouvoir et la mafia médicale du génial professeur Raoult, que le monde entier nous envie. Nous pouvons affirmer que si on l'avait écouté dès le début, des milliers de morts auraient été évités, et que notre pays aurait pu se passer d'un confinement criminel et stupide. Nous avons vu enfin qu'à peine 48 heures après la fin de la première phase du déconfinement, l'urgence de Macron a été de faire voter la liberticide loi Avia, pilotée en coulisses par le Crif et le CCIF, pour museler encore davantage la liberté d'expression.

Nous pourrions ajouter des pages et des pages à ce réquisitoire. Toutes les décisions de ce régime sont tournées contre la liberté des Français, avec l'alibi sanitaire, ou de la prétendue lutte contre la haine, pour mieux imposer, de manière perfide, une dictature qui ne dit pas son nom.

Ce que nous avons vu hier, dans les rues de Paris, confirme ce qu'est exactement la France de Macron : celle de la diversité, essentiellement africaine, contre la France des petits Blancs, qu'il méprise par tous les pores de sa peau. Il est évident que si 5 500 personnes, majoritairement gauloises, avaient bravé un interdit pour imposer une manifestation de rue, Macron aurait sommé Castaner et son larbin Lallement d'exercer une répression impitoyable, avec des morts à la clé. La presse aux ordres nous aurait fait le coup du 6 février 1934. Et là, rien, silence complice des autorités françaises et de ses larbins... On assiste par ailleurs, outre-Atlantique, au même scénario, comme si les « progressistes » se servaient de la racaille et des barbares pour empêcher tout processus électoral donnant une inéluctable victoire à Donald Trump.

C'est donc ce traître à la Nation, qui, selon les propos historiques de Clemenceau, mériterait, en temps de guerre, douze balles dans la peau, qui ose se poser en posture gaullienne, et comme celui autour de qui le pays doit se rassembler. Comme si celui qui déteste le pays qu'il dirige, qui méprise ses habitants d'origine, pouvait être l'homme capable de prendre les décisions nécessaires pour sauver le pays.

Rappelons que dans les années 1975, lors des manifestations, la gauche réclamait le départ de Giscard. N'oublions pas que dans les années 1982, la droite criait, dans la rue « Mitterrand fout le camp ». Une opposition digne de ce nom ne devait avoir qu'un seul mot d'ordre : « Dehors, le traître Macron, destitution et procès pour haute trahison ».

Et le peuple, s'il tenait à son pays et à ses libertés, devrait être comme un seul homme derrière cette opposition...